

Les bonnes feuilles

Extraits choisis de l'ouvrage

Sur nos morts sans sépulture

INDOCHINE 1949, quatre ans après le début des hostilités, la France n'a toujours pas déclaré la guerre au Vietminh. Ses gouvernements successifs ne suivent aucune politique, sinon celle d'entrer en négociation avec le communiste Ho Chi Minh. En conséquence, aucune stratégie militaire n'est arrêtée, les effectifs nécessaires ne sont pas envoyés, le matériel n'est pas renouvelé. Au moment où Amicus écrit son article, tout espoir de gagner la guerre est compromis. Mao-Tsé-Toung, le chef de l'armée communiste chinoise, a défait son rival le nationaliste Tchang-Kaï-Chek et a proclamé le 1^{er} octobre 1949 la République populaire de Chine, qui servira de base arrière au Vietminh. En France, au mois de juillet précédent, le "scandale des généraux" a révélé que des renseignements militaires avaient été vendus à l'ennemi ; tous les partis politiques sont impliqués, des chefs d'entreprise et jusqu'aux plus hautes autorités militaires.

La trahison est quotidienne, dans les journaux et dans la rue. La gauche et les démocrates-chrétiens pacifistes ont pris ouvertement fait et cause pour le Vietminh. On manifeste contre « la sale guerre », on crache sur les cercueils de nos soldats tombés au champ d'honneur, on frappe les blessés qui sont en convalescence, on sabote le matériel, nos troupes d'élite sont calomniées en toute impunité par des journalistes stipendiés par l'ennemi ou gangrenés par l'idéologie marxiste.

Signant "un prêtre de France", Amicus décide, en cette veille du jour des morts, d'aller « là où la pitié est la plus grande et la déréliction totale ». Son article est si remarquable que le comité de rédaction l'a fait passer en première page (*voir la couverture de notre recueil*). Au delà de la dénonciation des traîtres, la pensée de l'abbé de Nantes va à nos soldats trahis pour les encourager, à leurs familles dans le deuil pour les soutenir. Quelques mois plus tôt, son ami Henri Faucon, admirable figure d'officier français, est tombé au champ d'honneur.

SELON la tradition millénaire, chacun va reprendre, au jour des Morts, le chemin du lieu où repose la dépouille de ses pères ; chacun va prier, s'il sait l'espérance chrétienne, chacun va méditer un instant sur ce mystère familial et rendre hommage à ceux qui, par leur amour et leur labeur, leur sacrifice parfois, rendirent notre vie présente possible et aimable.

Je m'éloignerai du cortège nombreux, pour suivre en ma pensée les sentiers douloureux, jalonnés comme des chemins de croix sans gloire, par les tombes, ouvertes à la hâte, de mes camarades d'hier. Je ne saluerai pas vos blanches Croix, soldats de 1914 nos pères, car les honneurs vous furent rendus et si votre vie vous fut arrachée, du moins vos fils gardèrent pieusement le souvenir de votre sacrifice. Ni vous, visages encore présents aux jours difficiles, anciens chefs de Chantiers qui partirent vers tous les combats, de Normandie, du Vercors et de Savoie, ou qui furent réservés pour la pure immolation des camps sans pitié. Vous-mêmes me pressez d'aller où la pitié est la plus grande et la déréliction totale... à nos amis d'Indochine, officiers, soldats de vingt-cinq ans à peine, égorés, tués dans les rizières par un ennemi bien renseigné, armé par des

hommes de votre race, un ennemi adulé et servi par le gouvernement de la France. Mais lorsque dans ta souffrance, tu redisais la sainte parole : « J'ai soif », tu ne savais pas, Henri, vieux camelot de notre jeunesse, enthousiaste chef de groupe d'Auvergne, soldat à l'âme de moine, tu ne savais pas la dernière épreuve du coup de lance en une poitrine morte, tu ne savais pas que nous lirions dans les journaux des abominations sur ton compte.

Je vais à vous, en des sentiers maudits où l'ennemi se cache, parce que vous êtes trahis par les frères de votre sang, parce que vos adversaires, ces brigands qu'assurent la révolution et toutes les haines, sont salués ici du nom d'*amis*, parce que les gens qui se disent et sont crus les "témoins" du Christ font des enquêtes où leur indignation, à travers quelques misérables, vous couvre de boue. Sais-tu, dans la claire lumière où tu es, toi dont j'ai béni le premier enfant, voilà un an, que ta femme ne lira nulle part combien ton œuvre fut utile, et ne recevra rien de ceux qui t'envoyèrent sur cette terre mal défendue, sinon cet argent par lequel s'achète chez nous le sang des justes, pour qu'ils se taisent. Et vous, cher ami, dont le fils plantait, là-

bas, de l'arbre-à-caoutchouc, et dont vous ne savez plus rien, sinon que tout est perdu, écoutez seulement de ces "héros du Christ", que ce colonialiste oppresseur est justement puni d'avoir retardé l'émancipation de ce peuple et son nationalisme nouveau, pour de sordides intérêts. Ne niez pas, ne pleurez pas, c'est quelqu'un de "Témoignage chrétien" qui parle, parole de "Témoin".

Et vous, mon amie, sur le quai de Marseille, vous voyez venir un bateau qui rapporte le cercueil de ce que vous aviez de plus cher, celui qui pendant quatre ans préparait nos âmes pour les durs combats de la guerre, chef comme on n'en rencontre pas de pareil, sachez que la France « informée » par des *rapporteurs* envoyés là-bas avec de l'argent chrétien pour s'occuper de la dignité humaine et du respect de la Personne, cette France reçoit ce cercueil sans savoir s'il rapporte les restes d'un torturé ou d'un tortionnaire. Allez, partez, sans pleurer, soyez égale au père de vos enfants, et sous les crachats, nous irons cacher ces pauvres restes, nous bénirons en secret cette tombe, je chanterai la gloire du héros et du saint qui, là-bas, est allé jusqu'au bout de la fidélité pour que ces cinq petits, à genoux sur la terre nue, sachent que le

Politique et réalités religieuses

DANS une magnifique apologie de l'empirisme organisateur de Maurras, Amicus en montre la portée universelle et la parfaite consonance avec la foi catholique. En Chrétienté, chacun est membre d'un corps, participe à une histoire, divine et humaine, qui fait toute la richesse de sa destinée, si humble soit-elle. Dans cette vue de foi, l'appartenance à la nation reste bien un fait de nature, mais se comprend mieux encore comme un effet de la volonté bienveillante du Créateur. Au contraire, l'universalisme révolutionnaire, sans point d'appui dans la Nature ni garantie dans le Ciel, ôte à chacun « le sens de sa destinée particulière aussi bien que le sentiment d'un accord supérieur entretenu avec l'humanité tout entière ».

Saint Pie X et Maurras, le catholicisme intégral du premier, le nationalisme intégral du second, qui vient d'exposer les principes et d'en raconte l'histoire dans un nouveau livre "*POUR UN JEUNE FRANÇAIS*" (octobre 1949), se liguent « contre les inventions bizarres de la Révolution, où l'essai d'universalisme broie les particularités, où les droits de l'individu détruisent les liens sociaux ». C'est leur commun souci de catholicité, qui n'exclut pas les nations mais fixe à chacun sa destinée, qu'Amicus recueille comme un précieux héritage à défendre contre les "Nuées" sans cesse renaissantes.

Parmi les nationalistes que les claires raisons de Maurras et l'attitude pleine de respect et de fermeté des catholiques d'*Action française* au moment de la condamnation de 1926, ont attirés au catholicisme, figure en bonne place l'ami Henri Bœgner, qui, dans les colonnes du même numéro d'*Aspects*, se livre à une critique en règle du principe de laïcité, « erreur religieuse, philosophique, pédagogique, politique, instrument d'asservissement national ».

À la bonne heure ! Amicus n'était donc pas le seul à unir politique et religion.

LA vie évangélique du Fils de Dieu nous apprend l'amour de notre destinée. Comme lui, nous devons tout accepter de notre situation terrestre comme une manifestation de la volonté miséricordieuse de Dieu. Mais ce consentement même donne à chaque vie particulière une valeur universelle : nous acceptons d'appliquer notre souci aux seuls devoirs de notre condition parce que la foi nous la montre comme un élément nécessaire de l'histoire du salut. Dans les temps chrétiens, le fidèle se savait, en ses humbles besognes, engagé dans un accord général et une communion universelle ; *la catholicité* même de cette assemblée des hommes rachetés éveillait chez le moindre d'entre eux une grande fierté.

La Révolution, sous toutes ses formes, a tendu mille obstacles à cette foi, elle a compromis cet accord en substituant à l'Église catholique ses systèmes et ses propagandes d'universalisme artificiel ; chacun y perd le sens de sa destinée particulière aussi bien que le sentiment d'un accord supérieur entretenu avec l'humanité tout entière.

1. La critique des universalismes humains.

Par son empirisme organisateur, Maurras s'est trouvé aux prises avec

ces *nuées* ; leur vanité le stupéfia. Autant leur prétention à s'ériger en loi universelle, en idéal et mystique d'une collectivité asservie, était déraisonnable, autant le crime était grand, immédiat et tangible, de rejeter et d'exclure, pour atteindre à ces mornes doctrines, le charme et la richesse des destinées individuelles ; il porta de terribles coups à ces systèmes hégémoniques, du seul fait qu'il redonna à chacun la fierté de son patrimoine, de sa terre, de sa place en ce monde. Voilà que le paysan retrouvait le charme des horizons familiers, le penseur goûtait de nouveau le prix de la sagesse de ses pères, l'administrateur le sens des coutumes !

Comme sainte Jeanne d'Arc avait pourchassé l'Anglais d'une terre où le manant devait mener ses affaires en maître, Maurras s'en prit aux trublions internationaux dont le profit venait du désordre jeté dans les coutumes et les affaires de chacun.

L'éclatant récit d'une telle lutte, dans son dernier livre "*POUR UN JEUNE FRANÇAIS*", ressuscite ces fantômes endormis : *Union pour l'Action morale*, kantisme aux cent têtes appesanties, trente-sixième croisade des démocraties chrétiennes, S.D.N., O.N.U., Pan-Europe de 1918, Europe nouvelle de l'Occupation, Nouvelle Eu-

rope de la Libération, et combien d'autres, avortées... Ambitions de cuisines, d'intellectuels affranchis des disciplines anciennes et de l'histoire ! Ce regard dur les dépouille de leurs oripeaux, leur nudité est ignoble. Pourquoi tant de chrétiens se sont-ils appliqués à concéder aux inventions humaines un caractère religieux qu'elles n'ont point ? Le marxisme, pas plus que la franc-maçonnerie, ne mérite l'attention des théologiens, ce sont des erreurs politiques et Maurras suffit à en démontrer le mal. Du protestantisme même, il sut distinguer l'orgueil allemand ou puritain comme des éléments indignes d'une foi chrétienne. Sans préjuger de celle-ci, sur laquelle il n'a pas autorité, Maurras dénonce la nocivité de l'État protestant, comme des États métèques, juifs et maçons. Et nombreux sont les chrétiens que sa critique a libérés d'une erreur et d'un mal politique qui n'étaient point nécessairement attachés à leur foi, excroissance historique qu'il importait de résorber durement.

2. La seule Internationale qui tienne : l'Église de l'Ordre.

L'Église catholique, tout d'abord mal distinguée du christianisme vague de Tolstoï et de la religion évangélique anarchisante à la mode, se découvrit

“ Les États de la Paysannerie Française ”

JUSQU'AU milieu du vingtième siècle, la France pouvait se vanter de posséder encore une belle paysannerie, héritière d'un riche passé, mais destinée à quel avenir ? C'est à résoudre cette angoissante question que s'attelèrent à la fin du dix-neuvième siècle des hommes éminents, pour la plupart catholiques et légitimistes, qui lancèrent le syndicalisme agricole. Leurs efforts reçurent une sorte de consécration officielle, en 1940, de la volonté même du maréchal Pétain, instituant la “Corporation paysanne”. Las ! Le retour de la démocratie en 1944 sonna le glas de ce magnifique mouvement, et le joug du grand capitalisme et de son frère ennemi le socialisme étatique s'appesantit : industrialisation à outrance, désertification des campagnes, lutte des classes. Au bout de six ans, les paysans de France en ont assez, ils veulent réagir et se faire entendre. C'est alors que la J.A.C. (*Jeunesse agricole catholique*) organise pour son vingtième anniversaire une grande réunion paysanne à Paris, au Parc des Princes, les 12, 13 et 14 mai 1950.

Amicus s'y rend et se mêle à la foule de ces jeunes paysans des provinces françaises. Son reportage donnera lieu à deux articles percutants, qui dénoncent la trahison de la paysannerie française par la J.A.C., liée au M. R. P., sous la direction de Bidault, lui-même lié à la France juive et maçonnique qui a décidé la perte de ce que les paysans français ont de plus cher et qu'ils veulent sauver : la campagne française. La leçon est forte : ce qui manque à ce Corps encore plein de vie, d'espérance, c'est une Tête politique, un chef vénéré, aimé, obéi. Au lieu du Moloch froid et sans âme de l'État moderne, un Père responsable et défenseur des vrais intérêts de son peuple.

LA bonne race française n'a pas fini de nous émerveiller par l'infinie diversité de ses vertus ; les provinces, dès qu'elles manifestent leurs caractères par des costumes, des danses, des histoires, découvrent au spectateur qui les ignorait des trésors de sagesse et de vieille joie, fine, vivante, avertie.

Nos paysans à Paris nous ont montré des corps bien faits, des visages charmants et honnêtes, encore tout un patrimoine de bon sens et de piété. Ils étaient soixante-dix mille, ils étaient la France !

Ils ont prié ensemble, ils ont chanté et ri à l'unisson, ils ont étudié leurs communs problèmes. Je les ai suivis, écoutés, regardés. Je me suis aperçu que la mystique commune aux mouvements spécialisés ne les avait pas encore pénétrés, mais que son venin commençait à faire paraître sur leurs visages et dans leurs exclamations des signes de sa virulence.

1. Des jeunes aux dents aiguës...

Je n'ai pas à contester l'opportunité de leur revendication, nette, précise, violente même, au bonheur. Il appartient à l'épiscopat de déterminer les

butts propres à un mouvement d'Action Catholique. À dix ans de distance la J.A.C. suit la J.O.C. en s'engageant dans la lutte pour le bonheur : « *Nous voulons être heureux* », déclara le président de la séance d'études et les applaudissements prouvèrent qu'il avait dit là un de ces mots magiques qui, saint Augustin le faisait déjà remarquer, unissent tous les hommes dans le même désir.

Pour ma part, je trouve excellent que la paysannerie française prenne une vive conscience de l'oppression dans laquelle elle est plongée ; ils ont dressé la longue liste de leurs griefs contre notre civilisation centraliste, ils ont dit le dédain, pire, l'oubli où leur campagne est laissée. Ils ont dressé la liste émouvante de leurs efforts pour sauver la campagne de l'ignorance, de la routine, de la pauvreté en hommes et en élites. Tous avaient soif de culture intellectuelle, d'apprentissage de leur métier ; ils se sont indignés de voir les fonds d'investissement du plan Monnet aller aux usines nationalisées, et ne leur être arbitrairement distribuées qu'à concurrence de 17%. « *Aujourd'hui nous demandons justice, demain nous l'exigeons* », conclut un orateur violemment applaudi. « *Nous*

ne réclamons rien que pour le bien de tous et, avant de réclamer, nous avons su agir ! »

Justes et intelligentes revendications, programme pratique d'où la lutte idéologique et la lutte des classes semblaient à peu près bannies. Que de choses plaisent à l'esprit, forcent la sympathie envers ces milliers de garçons et filles venus dire le bonheur de la vie au village, où « toutes les familles, toutes les personnes se connaissent ! » Ils pensent en améliorer la condition, transformer les instruments mais garder le bon sens et la sagesse antiques, discriminer entre les valeurs permanentes et les routines auxquelles certains esprits s'arrêtent. La paysannerie française s'est révélée en tout cet ensemble la plus intelligente, la plus courageuse, la plus vertueuse qui soit !

Mais, sur ce point déjà, elle est trahie, et sa trahison s'est trouvée illustrée par un fait amusant, amusant mais douloureux... Au milieu de leurs travaux, ils saluèrent M. Georges Bidault qui venait de s'asseoir à la tribune d'honneur. Bons paysans, ils lui promirent de servir le pays : en de nobles termes ils affirmèrent que la nation pouvait compter sur eux. Alors tous ces jeunes, heureux d'avoir devant eux

L'Action catholique dans la politique

ARTICLE fondamental, qui prend la place de l'article 43, refusé, et explique ce que l'abbé de Nantes, devenu professeur de philosophie, illustrera par une image très simple, celle de l'avion : la manière dont l'Action catholique décolle de la politique nationale au nom d'une vocation supérieure, purement spirituelle, puis, après avoir bien plané dans les hauteurs de la mystique la plus éthérée, atterrit pour mettre en pratique le précepte de la charité évangélique et s'engager dans les luttes temporelles. Mais, ô surprise ! elle se retrouve alors chez l'ennemi, au coude à coude avec le communiste libérateur, épurateur, aujourd'hui pacifiste et laïciste...

Pour éviter les sanctions et justifier son œuvre de sape, l'Action catholique prétend s'émanciper de la hiérarchie. L'image de la marelle prend alors le relais : au nom de l'autonomie de l'action politique, elle revendique la liberté de mener son combat comme elle l'entend, quitte à rappeler son appartenance chrétienne pour asseoir son autorité... Mais voici qu'éclate la guerre de Corée, et le rêve devient trop imprudent pour qu'on s'y tienne !

LA Libération a vu le fait nouveau d'une action systématique des organisations d'apostolat religieux dans la politique. On peut se demander, on le doit, selon quels principes cet « engagement temporel » s'effectue. Après avoir gaillardement endossé sa grande part de responsabilité dans les désordres infinis de la Libération, ce parti nous mène à la guerre et à la guerre subie, au désastre. L'unanimité de ses membres, pour louer le pacte de Stockholm, défaire la France et imaginer faire l'Europe, renoncer aux Écoles libres et à l'amnistie pour croire au gouvernement républicain, cette unanimité a une raison. Mais l'incohérence d'une telle suite de décisions, leur nocivité pour la société à laquelle nous appartenons, le scandale de certaines déclarations font penser que les imaginations secrètes, directrices d'une telle politique, n'ont depuis longtemps rien de catholique.

À la vérité, lorsque demain les conséquences dramatiques de six ans de folie tomberont sur notre peuple, lorsque se révéleront alors l'étendue des désordres, des crimes et des trahisons de la Libération, nous pourrions dire que l'Église ne s'y est pas trouvée engagée ; ces gens-là, même nombreux, ont toujours été des francs-tireurs, et, il faut le dire, des révoltés.

*

Le premier temps de cette émancipation fut celui des utopies d'entre-deux-guerres : les nouveaux mouvements

d'Action catholique, rompant avec la tradition ancienne, se désintéressaient des problèmes politiques et du sort de leur nation. Ils avaient dépassé le stade du souci quotidien pour la terre des pères, ils s'étaient crus libérés de ce soin trop bas par leur vocation supérieure. Bien plus, leur idéal religieux de paix et de justice les portait au mépris de tout « réalisme politique ». On ferait régner paix et justice sans guerres et sans institutions, par les seuls moyens mystiques.

Il valait mieux croire à la paix de Briand que conserver nos garanties, il valait mieux encourir la guerre pour sauver l'idée de démocratie que prolonger la ligne Maginot pour éviter ce conflit. Au moins devons-nous reconnaître, à ce premier stade, la sincérité de tels programmes : à part quelques esprits échauffés, les catholiques de ces mouvements nouveaux ne s'occupaient que d'apostolat et, dans ce domaine, ils se trouvaient contenus, dirigés par la hiérarchie de l'Église.

Le deuxième temps de cette émancipation dure depuis six ans : les mouvements ont délaissé l'idée première de l'exclusive action spirituelle, trop haute pour leurs masses nombreuses et se sont engagés dans l'action temporelle, sociale et parlementaire. Cette participation au gouvernement de la Libération devait être le moyen préliminaire indispensable à toute conversion religieuse. Les théologiens ont discuté de l'utilité d'une telle action,

au Congrès des Œuvres de Lyon, il y a trois mois : je me garderai de contredire ce réalisme nouveau et la primauté du moyen politique qu'on y reconnaît.

Mais comment n'a-t-on pas vu que ces gens, délivrés depuis longtemps des lois propres au bien politique, se libéraient en un moment tragique de la seule autorité, de la seule Loi qui les maintenaient encore soumis à un Ordre ! Sous prétexte de ne pas compromettre la Hiérarchie par leurs options périlleuses, ils lui demandaient la liberté de leurs mouvements. Qui désormais leur indiquerait le chemin à suivre ?

On oublia de leur proposer le choix entre une tutelle ecclésiastique qui fit d'eux les délégués de la hiérarchie catholique, mais en les soumettant aux lois de la religion, ou une indépendance religieuse qui les réduisit à la condition de simple parti politique.

Ils ont voulu manger aux deux mangeoires : continuer à parler au nom du christianisme sans s'assujettir aux lois de l'Église, agir dans l'ordre politique au nom d'idéologies supérieures sans se trouver soumis aux réalités terrestres, responsables devant le peuple.

*

Quelles lois dominaient donc leurs volontés ? La loi de leur groupe, cette loi d'apostolat à tout prix qui sacrifie l'être présent de l'Église à son devenir, les chrétiens d'aujourd'hui aux non-chrétiens qui pourraient être les chré-

Pétain, c'est la France !

POUR le trente-cinquième anniversaire de la bataille de Verdun (1916-1951), *ASPECTS DE LA FRANCE* a décidé de consacrer un numéro spécial en hommage à Philippe Pétain, Maréchal de France, vainqueur de Verdun. Depuis plus de cinq ans déjà, l'héroïque soldat est enfermé dans la forteresse de la Pierre-Levée à l'île d'Yeu. En dépit d'un état de santé de plus en plus précaires, en dépit des pétitions qui affluent à l'Élysée pour obtenir sa libération, le gouvernement de la République ne relâche pas son étreinte et maintient un régime d'internement impitoyable. « Si on libère Pétain, s'écriait Daniel Mayer, ministre du travail, je démissionne. Le vieux peut crever où il est (*sic*). »

À côté d'excellents articles comme celui de son ami Bœgner sur « *Le Maréchal éducateur* », « *Le captif et les prisonniers* », par Jacques Perret, « *L'œuvre sociale du Maréchal* » par Jean Lionnet, *Amicus* s'attache ici à définir la légitimité profonde du Maréchal et son union d'un ordre supérieur, on peut dire « mystique », avec le peuple de France. Car « la légitimité du Pouvoir ne consiste pas seulement dans l'affirmation de la nécessité et du bien de l'autorité politique, mais dans sa reconnaissance intellectuelle et son acceptation religieuse et morale par ceux sur lesquels elle doit s'exercer » (CRC n° 197, février 1984, p. 3).

Nouée en 1916 sur le front de Verdun, où Pétain, cœur à cœur avec ses poilus décimés, leur lançait son fameux : « *Courage, on les aura !* », cette légitimité se manifesta en mai 1917, lorsqu'il fut appelé au commandement suprême de l'Armée française, après la folle et sanglante offensive du Chemin des Dames. Éclipsée en 1918 par Clemenceau et Foch, avides de pouvoir et de gloire, elle reparaitra vingt-deux ans plus tard, dans la débâcle de mai-juin 1940. Alors le peuple français reconnaîtra unanimement avec le cardinal Gerlier : « *Pétain c'est la France, et la France aujourd'hui, c'est Pétain !* » Ce n'est pas parce que l'Église de France a été infidèle à son devoir vis-à-vis de ce pouvoir qui présentait toutes les garanties de la légalité et de la légitimité, qu'il faut renier le chef providentiel qui fit par deux fois don de sa personne à la France pour en atténuer le malheur.

Cet article a été saboté au moment de la composition du journal ; les deux premiers paragraphes ayant été supprimés, nous les avons rétablis.

LES menteurs veulent arracher au maréchal Pétain sa plus manifeste gloire. Ou bien son œuvre de 1916 est réduite au simple contrôle d'un mécanisme délicat : le Maréchal aurait été un technicien prudent de la guerre. Ou bien même tout est attribué à un autre, depuis son plus illustre capitaine, le général Mangin, jusqu'au simple soldat, dont la gloire serait ainsi surchargée de celle qu'on entend soustraire à leur Chef.

Mais il s'agit de bien autre chose ! La gloire du Maréchal est d'un autre ordre et s'est attachée indissolublement à sa personne. On le vit en 1917. Quand Mangin était tenu loin du front, quand Nivelles eût échoué dans ses plans d'offensive, les soldats perdaient cœur. L'abominable insouciance des gouvernants justifiait amplement le désespoir. Personne ne représentait la France, et la civilisation était loin ! Le peuple ne se laisse prendre à aucun jeu dans de tels moments, ni à l'éloquence ni au grade éclatant. Le général Pétain parut, promu commandant en chef par un gouvernement qui prenait peur. Il montra dans sa personne la réalité de la France, que personne ne représentait

plus. La grandeur de ses propres soldats se trouvait rassemblée en lui, rehaussée d'un éclat singulier. Les soldats se reprirent. Ce mois de mai-là, le monde apprit de l'Armée entière que « *Pétain c'est la France, et la France c'est Pétain* ».

Cette légitimité ancienne, reconnue par le gouvernement comme le nécessaire renfort de sa vaine légalité, porta ses fruits les plus merveilleux en 1940. N'en doutons pas, l'histoire louera le garant de l'Armistice, l'habile gérant du patrimoine menacé, le diplomate secret de la feinte collaboration, mais elle n'aura pas de mot, elle sera tout étonnement et admiration devant l'apparition de ce chef plus fort que le destin, incarnation des énergies d'un grand peuple. Cette manifestation dans une seule volonté résolue d'une Nation entière, cette vivante représentation de la piété pour les pères et pour la Patrie fut la plus magnifique, la plus divine surprise qu'ait réservée la Providence à notre peuple.

Le bien commun, au-delà de nos personnes, malgré la dispersion des familles et des communes, apparut tout entier sur ce visage. L'autorité

du Maréchal reçut alors sa plus haute consécration, plus profonde que nos volontés diverses et incertaines, de cette force de nature que chacun porte en lui, aux confins des vertus de justice et de piété humaine, et de celle de religion.

L'Église trouvait enfin devant elle une réalité « *analogue* » à son propre mystère ; elle la reconnut par un mouvement naturel. Au seuil de toutes nos cathédrales, dans la chaire chrétienne et jusqu'à Rome même, elle saluait le Maréchal du nom d'« *homme providentiel* ». Un tel spectacle est rare, d'une rencontre si intime des forces de la terre et de la clarté d'un esprit supérieur. On comprend l'enthousiasme de Maurras. Son empirisme organisateur lui avait depuis longtemps révélé dans notre tradition nationale et chrétienne l'existence d'énergies qui attendaient l'occasion de paraître. Or, quand une personne rassemble en elle le génie de la race française, l'Église peut la saluer sans crainte et reconnaître en elle un pouvoir protecteur. Une nouvelle fois, la vertu de la race convergeait aux soins manifestes d'une lucide Providence pour appeler à renaître la

À La Croix, on crucifie encore

92

AMICUS ne craint pas de comparer le maréchal Pétain, victime pour son peuple, à Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même. Le drame de 1945-1951 a en effet renouvelé le drame de la Passion, en confrontant les mêmes partis. Le Maréchal a été un « signe de contradiction » : aimé et vénéré de ceux qui l'avaient accueilli comme un don de la Providence et qui lui restèrent fidèles en dépit du malheur qui le frappa, objet d'une haine mortelle de la part de ses ennemis, en particulier nos modernes pharisiens, qui refusèrent violemment qu'il régnât sur eux. Qui sont-ils ? Amicus en prend un à partie : le Père Gabel, rédacteur à *La Croix*. Le journal *La Croix* qui, après avoir bénéficié des largesses du gouvernement de Vichy, échappa à la spoliation de la presse à la Libération de 1944, sur demande personnelle du général de Gaulle, et intervention de Menthon et Teitgen, au même titre que *l'Humanité*, intouchable malgré sa collaboration avec les nazis en 1940.

L'article est volontairement polémique, violent même. Il attirera des ennuis à son auteur (voir postface p. 255). Mais où se trouve la violence ? Dans les mots ou dans les faits ?...

JE ne connais rien de plus avilissant pour l'Église, que ce journal se vante de représenter, et pour cette Croix dont il se couvre, que l'article du P. Gabel sur la mort du Maréchal. Le comble du pharisaïsme est dans cette apparence de jugement mesuré, équitable, « sans passion », où les faits se voilent, la vérité s'estompe, le bien et le mal se mêlent en un indescriptible chaos. Ainsi le chef légitime est dégradé : celui que l'Église nous faisait respecter comme un envoyé de la Providence, ce Maréchal que le peuple aimait, vénérait, reçoit le coup de pied de l'âne, d'un prêtre, qui s'en va, sa prose imprimée, prier pour lui !

Apparence de jugement, cette prose balancée constitue un mensonge par omission et interprétation¹ : elle cherche à dépouiller l'Histoire de sa signification dramatique, elle ne veut pas que ce chef soit pour nos consciences un « signe de contradiction ». J'imagine fort bien le P. Gabel tirant la conclusion du drame du Vendredi Saint : le Christ était un honnête homme, certes, mais qui avait égaré les foules et divisé les esprits. Ayant « exalté quelques thèmes qui, pour une large fraction de notre peuple, sont les valeurs qui assurent stabilité et tranquillité d'une société... Il a été moins sensible aux permanentes oscillations d'une autre partie de notre peuple qui, mécontent du sort qu'il a eu dans le passé, veut construire une cité nouvelle où chaque homme prend conscience de sa dignité dans le jeu de sa liberté et l'exercice de ses responsa-

bilités... » Oui, cette manière de reprocher au Maréchal la réforme morale et politique entreprise et de se scandaliser de sa douce intransigeance vis-à-vis des forces révolutionnaires rappelle l'odieuse prophétie du grand prêtre : « *Il vaut mieux qu'un seul homme meure pour le peuple et que toute la nation ne périsse pas...* » Oui, ce grand prêtre prophétise que, par le sang du Juste, l'unité reviendra entre les diverses traditions de notre peuple que ce Juste divisait ! La vérité doit être bannie pour le repos de tous !

*

Le P. Gabel, pour contenter ses lecteurs, veut reconnaître au Maréchal une certaine bonté : sa « politique de l'immédiat », « l'ordre légal qui règne dans le pays » et la « promesse de l'ordre moral ». Ces louanges sont pleines de fiel : le Maréchal, « qu'on le veuille ou non, fut le complice » du mal qui s'est fait sous son autorité. Le Père Gabel évoque les retournements de Cot, d'Herriot, et pourquoi ne parle-t-il pas de ceux de son journal infâme ? Le seul à porter encore le titre qui couvrait ses débordants éloges au Maréchal. Il faut donc que la seule Croix soit autorisée à couvrir le mensonge ?

« *Malheur à vous, scribes et pharisiens hypocrites, qui bâtissez les tombeaux des envoyés de Dieu et ornerez les sépulcres des justes en jurant : "Si vous avions vécu au temps de nos pères, nous n'aurions pas trempé nos mains avec eux dans le sang des prophètes." Vous vous rendez donc le*

témoignage que vous êtes les fils de ceux qui ont tué les prophètes. Eh bien ! remplissez donc la mesure de vos pères ! » De ce temps, il fallait plusieurs générations pour honorer ceux que le peuple avait lapidé ; à La Croix, il suffit d'un changement de régime.

Mais ils n'y pourront rien. La mort et le sang en appellent éternellement devant Dieu. Que le P. Gabel, parmi les mensonges sur le collaborationnisme, soit obligé d'associer à la cause du Maréchal de larges fractions du peuple, qu'il reconnaisse ses multiples bienfaits, ses lecteurs l'y contraignent, tandis que de ténébreuses liaisons le retiennent d'aller jusqu'au bout de la vérité ; en se séparant du peuple chrétien, il en provoque l'unité. Lisez plutôt :

« Les catholiques, eux aussi, ont été divisés : si, dans certains milieux, on reconnaissait volontiers ce que Vichy avait accordé de prestige à l'Église et de secours aux œuvres, dans d'autres on décelait volontiers et on réprouvait absolument une inspiration maurrasienne [...]. L'autre partie de la nation, passionnément hostile à l'occupant et à ses ingérences vexatoires, n'a pas toléré que fussent écartées ses conceptions de la démocratie politique et sociale. La République n'accepta pas de mourir... L'expérience de Vichy, il faut bien le reconnaître, a échoué, parce que, à l'époque des événements, elle a perdu peu à peu son inspiration française et que, sous l'influence de certains courants, elle a été marquée de plus en plus de réalisme politique. »